

## **CONTRE-PLAN (PLAN... PLAN ...) ET SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, OU FAUT-IL ABANDONNER LA LUTTE DES CLASSES POUR 0,3% D'AUGMENTATION DES SALAIRES ANNUELS?**

C'est en effet ce que nous propose la CFDT dans un texte confidentiel (publié in-extenso ci-après), texte envoyé pour discussion à ses militants et intitulé: *"Une proposition de stratégie commune aux organisations du monde ouvrier, dite contre-plan"*.

Déjà tout un programme! Un Front Commun de "la gauche sur un programme commun. Dès le début, nous sommes prévenus:

*"La stratégie proposée vise à intégrer les divers aspects caractéristiques de la société actuelle..."*

On ne touchera donc pas au capitalisme.

Puis on nous indique que la prise du pouvoir par la gauche est essentielle:

*"Le problème qui nous est posé est faire en sorte que la gauche vienne au pouvoir et qu'elle y reste..."*

L'électoratisme et le parlementarisme chers aux bourgeois ont encore de beaux jours devant eux! Et, après s'être plaint que, dans la situation actuelle, le mouvement syndical soit obligé d'agir dans le cadre de décisions prises en dehors de lui ( ah! pourquoi ne sommes-nous pas invités à la table des gros?), on montre le bout de l'oreille:

*" Pour changer cela, il faut que le mouvement syndical accepte d'analyser les contraintes qui s'exercent sur l'économie française et de proposer des solutions réalisables dans une autre situation économique politique."*

Pauvres capitalistes français sauvés par le syndicalisme, ils vont en pleurer dans leur caviar. Et avec quels alliés?

*" Nous ne pouvons y parvenir que par une action combinée des différentes organisations du monde ouvrier."*

Ce que d'autres appellent "FRONT UNIQUE". Mais pour cela, il faut enterrer la lutte de classes révolutionnaire:

*"Le passage brusque à la société socialiste qu'exprimait la théorie de la grève révolutionnaire est définitivement mort"*.

Puis les auteurs du texte nous préviennent amicalement que, en cas de succès de "la gauche", et pour qu'elle reste au pouvoir:

*"pour que cette situation se réalise, le mouvement syndical doit modifier son comportement, sinon aucun gouvernement de gauche ne pourra résister à la vague des espoirs qu'il aura fait naître, il sera conduit à des décisions inadaptées à la situation de l'économie française et les difficultés qui en découleront feront que les travailleurs eux-mêmes lui reprocheront son incapacité à gouverner. C'est à éviter une telle situation que nous devons travailler"*.

Donc, pas de revendications mettant en danger le régime capitaliste; pas de grèves, camarades: *"C'est l'arme de la droite"* pour paraphraser le *"fils du peuple"*. Et de proposer un schéma de stratégie de contre-

plan:

1- le mouvement syndical trie lui-même les revendications spontanées des travailleurs à travers la grille en fonction de sa vision de la société future;

2- il négocie avec les autres organisations du mouvement ouvrier (partis, associations culturelles, coopératives, gestions des grands ensembles) non seulement les objectifs immédiats, mais également ceux concernant le futur;

3- il lie ces deux opérations et passe un accord sur l'ensemble (politique économique et sociale) avec les partis;

4- les partis politiques étant ensuite au pouvoir, les syndicats doivent discipliner le mouvement gréviste pour ne pas mettre en cause les objectifs choisis.

C'est formidable ! Après l'intégration dans un sénat économique (2 & 3), on matraquera les ouvriers pour les faire obéir. Cependant, pour réaliser la dernière partie, il faudra:

*"...instaurer une nouvelle situation permettant un renforcement important du pouvoir syndical".*

C'est-à-dire de la bureaucratie sur les troupes: il faut policer ces bougres d'ouvriers! Car cette politique: *"accroît la responsabilité syndicale".*

*"Une telle responsabilité syndicale suppose des organisations fortes. Un gouvernement de "gauche" devra donc agir pour renforcer le syndicalisme dans l'entreprise..."*

*Car dans la mesure où il sera plus fort, il sera mieux à même aussi bien d'exercer une pression sur les travailleurs pour leur montrer qu'il est de leur intérêt de ne pas créer de difficultés à un gouvernement qui fait la politique qu'il a promis défaire".*

Donc, il faut rapidement mettre en place la section syndicale d'entreprise (intégration à la base, après intégration au sommet). Et pour finir cette perle:

*"Au lieu de se considérer cornue le porte-parole des travailleurs, il (le syndicat) devra établir des priorités, des étapes, et faire accepter ce choix par les travailleurs".*

Et voilà, la boucle est bouclée, le syndicat devient un corps étranger aux travailleurs. Et nous qui croyions que ce syndicat était l'instrument constant, porte-voix, organisation de lutte de classes des travailleurs... Avec Pelloutier, *"pour une société d'hommes libres et fiers"*.

Mais puisqu'on veut bien des travailleurs! crie toute la "gauche", FGDS, SFIO, PCF, PSU, Clubs, Convention, Syndicats réformistes... et tutti quanti, unis dans un même "front"... Et la montagne accouche d'une souris: 3,6% d'augmentation de la masse salariale, promis par la "gauche", contre 3,3 donnés par le 5ème plan de la droite!

Travailleur, qui gagne 500F par mois, "la gauche" généreuse, mais respectueuse du système capitaliste, promet 1,50F de mieux.

C'est donc clair: à la CFDT, on est prêt à passer au corporatisme, à intégrer le syndicat dans l'organisation politique et économique bourgeoise, donc à tourner le dos à la lutte de classes si tant est qu'on ait eu envie un jour de la pratiquer.

Mais les partisans du "Front Unique lutte de classes" nous diront qu'il n'y a rien d'étonnant à cela, que la CFDT, héritière de la CFTC, n'est pas une organisation à tradition ouvrière. Certes!

Voyons donc la CGT, qui a signé les accords que l'on sait avec la CFDT; cette dernière souligne d'ailleurs dans son texte: *"le PC lui-même annonce qu'au gouvernement il fera une politique ne comportant pas d'inflation"*, donc, que demain au pouvoir il appliquerait la politique des revenus chère à ces affreux planificateurs capitalistes. Le PC en outre demande l'union de "la gauche" sur un programme commun. (Il va être gâté par la CFDT). Comme en 1947, gageons que lui aussi fera respecter à ses troupes les accords conclus, "le contrat de progrès"... Avec la CFDT, le PC et la CGT préparent la venue au pouvoir de "la gauche" et toutes les occasions sont bonnes: déclaration commune CGT-CFDT du 24-8-67, à propos de la Séc. Soc., de l'emploi, des salaires:

*"En ce domaine, elles soulignent les lourdes responsabilités du gouvernement dont la politique économique et sociale se trouve à l'origine de la situation actuelle..."*

On attaque le gouvernement, pas le capitalisme; avec un gouvernement "de gauche"... On se laissera

également intégrer dans une politique basée sur une évaluation collective de la vie économique nationale. Là aussi, on se trouve aux antipodes de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien.

Et comme CGT et CFDT appellent dans le même tente FO et la FEN à réaliser le Front Commun, voilà mal parti ce "Front Unique" préconisé par l'OCI.

Quant à FO, son dernier comité confédéral national ne demande-t-il pas dans sa résolution générale: *"Une présence et une participation dans tous les organismes qui contribuent à l'élaboration de la politique économique"*?

Voilà qui rejoint, ce nous semble, les préoccupations de la CGT et le texte de la CFDT...

Enfin la FEN participe au conseil économique et social et à une multitude de commissions où s'élabore la politique du pouvoir, (citons pour mémoire: carte scolaire, commission de nomination de directeurs d'école, SIEPEPS...) où l'on règle le sort des travailleurs de l'enseignement par-dessus leur tête.

Il faut arrêter là cette analyse accablante pour les bureaucraties syndicales. Elle nous montre que les appareils songent bien à une certaine unité ... Unité de façade pour la préservation de leurs pouvoirs comme pour la préservation du système capitaliste.

Notre rôle n'est pas de participer aveuglément *"aux huées imbéciles," "au mensonge triomphant qui passe"*.

Toute unité des appareils proposée ne pourra que renforcer ce courant et décevoir encore plus les travailleurs. Non, la lutte des classes ne peut par là; les organisations syndicales dégénérés dans leur orientation étant bien près demain de devenir les agents du capital, des corps ennemis du monde du travail. Il faut réapprendre le syndicalisme de classe. Non, nous ne pouvons pas accepter ces unions sans principes, sur notre dos, d'organismes traitres. Nous ne pouvons pas accepter de gérer le capitalisme; le syndicalisme est l'arme de défense des travailleurs contre le capitalisme et, ne l'oublions pas, l'arme de destruction de ce capitalisme et d'instauration d'une société sans classes pour l'égalité économique et la liberté des hommes.

Toute revendication qui tendrait vers ce but (indemnités uniformes, plein emploi, réduction du temps de travail...) revendication formulée avec la volonté de la mener à terme, serait bien davantage susceptible de conduire les travailleurs vers une situation sinon révolutionnaire du moins les intéressant, donc les préparant à l'action révolutionnaire... à l'inverse des billevesées comme le Front Unique qui noient le poisson dans des unités sans principes.

Syndicalistes Révolutionnaires nous sommes, pour l'unité d'action sur des points précis devant jalonner la libération finale des travailleurs et pour l'internationalisme prolétarien à vivifier, à fortifier. Tout doit tendre vers ce but, et ce n'est pas en nous cramponnant à des branches pourries que nous pourrions nous sauver.

-----  
ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

-----  
Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.

*Le document que nous publions ci-après émane de la C.F.D.T. Il est soumis à la "discussion" et à la "réflexion" des militants de cette centrale, dans des groupes d'études de leur centre de formation de BIERVILLE.*

*Vous apprécierez, et vous en ferez bon usage ....*

## **UNE PROPOSITION DE STRATEGIE COMMUNE AUX ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER (dite Contre-Plan):**

En commençant la présentation de cette stratégie, nous ne saurions trop insister sur son caractère de proposition. Ceci a déjà été dit en présentant la journée, mais comme dans l'exposé il est inévitable que l'on mette un certain accent de conviction on peut apparaître comme voulant convaincre à tout prix. Etant donné que nous sommes dans une phase de réflexion collective, ce n'est pas le but recherché. L'effort sera donc fait pour être le moindre "propagandiste" possible.

La stratégie proposée vise à intégrer les divers aspects caractéristiques de la société actuelle tout en maintenant le sens profond de la lutte des travailleurs pour leur émancipation.

Nous allons voir successivement les raisons pour lesquelles nous proposons une telle stratégie, puis la présentation de cette stratégie en premier lieu dans une approche théorique, ensuite en montrant en pratique ce qu'aurait pu être un Vè Plan de la gauche pour 1965/1970 afin que nous puissions comparer avec le Vè Plan actuel, en terminant avec quelques remarques sur les problèmes posés au syndicalisme dans une telle stratégie.

### **POURQUOI UNE TELLE PROPOSITION?**

Le point de départ de cette réflexion, c'est la constatation de la relative inefficacité de notre action syndicale.

Nous menons actuellement des luttes importantes sur les problèmes des travailleurs: emplois, disparités, etc... Nous nous préparons à lutter pour défendre la Sécurité Sociale contre les mesures du Gouvernement, nous revendiquons une augmentation des prestations familiales, des crédits pour la santé, l'Education Nationale, les logements. Nous mettons aussi en avant des revendications de pouvoir: reconnaissance de la section d'entreprise, accroissement des pouvoirs des comités d'entreprises, etc... Mais sur tout cela est-ce que nous avançons beaucoup? Est-ce que l'énumération de nos revendications dans un long catalogue est une bonne formule? Vous ne le pensez pas puisque constamment nous nous prononçons contre cela et que nous voulons déterminer des priorités.

Nous ne le pensons pas parce que ça ne fait pas sérieux aux yeux des travailleurs eux-mêmes, parce que ce n'est pas "crédible" dirions-nous en langage militaire de l'ère atomique. En ce qui concerne ceux qui envisagent une nouvelle stratégie, il y a aussi le fait que tout ne pouvant être satisfait en même temps, il faut choisir. Qui actuellement fait les choix dans le rapport de forces présent? Le patron ou le Gouvernement en fonction de leurs politiques? Et cela est très mauvais car le syndicalisme se trouve de ce fait en position subordonnée: faute de déterminer lui-même ses priorités, il remet ce pouvoir à d'autres et de fait à ses adversaires.

Cela n'est pas bon car nous sommes en position subordonnée nous venons de le dire, mais nous nous éloignons aussi de vos revendications essentielles. Si nous tenons pour valables les motions de nos congrès, nos déclarations multiples, nous sommes pour un autre type de civilisation que nous qualifions de manières diverses, mais qui est marqué par le souci de faire de plus en plus de place aux équipements collectifs, de réduire les disparités par exemple.

Ne prenons que ce dernier point: croyez-vous que nous ayons avancé dans ce domaine? Toutes les statistiques montrent au contraire que les écarts s'accroissent. Et croyez-vous que nous puissions y aller seuls, sans l'appui d'une politique économique d'ensemble mise en oeuvre par le Gouvernement? Certainement pas, pas plus d'ailleurs que vers plus d'équipements collectifs.

Il est évident que notre situation serait meilleure sur tous les terrains, aussi bien sur l'emploi que la section d'entreprise ou la réduction des disparités si nous avions eu un gouvernement de gauche de 1965/1966 lorsqu'à été élaboré et voté le Vè Plan. Nous aurions pu faire alors de ce plan une étape vers un autre type de société, vers une planification démocratique qui est un objectif, l'aboutissement d'un processus de transformation des structures sociales.

Le problème qui nous est posé est de faire en sorte que la gauche vienne au pouvoir et qu'elle y reste, ce qui n'est pas la tradition. Mais ce n'est pas notre but, nous ne voulons pas la gauche pour la gauche. Nous la voulons au pouvoir parce que c'est une condition absolument déterminante, un point de passage obligé vers l'aboutissement de nos revendications, de toutes, aussi bien de celles qui concernent le niveau de vie que le pouvoir syndical dans les entreprises et une transformation profonde à plus long terme.

Nous avons la conviction que cela n'est pas possible si le syndicalisme ne change pas de comportement. Cela aussi c'est un point de passage obligé. Si nous ne changeons pas, nos revendications risquent de n'être jamais satisfaites.

Ce changement de comportement porte essentiellement sur la prise de conscience que tout n'est pas possible en même temps, qu'il faut introduire la durée des étapes, longues, plus longues que nous ne le pensons, dans la réalisation des revendications. Pris de conscience de ce qu'est d'établir des priorités c'est reporter à plus tard (sans les abandonner) la satisfaction des revendications "non-prioritaires". Et cela n'est pas habituel, nous ne sommes pas habitués en France à une politique contractuelle avec les employeurs qui nous aurait accoutumés, et les travailleurs avec nous, à faire avancer les unes après les autres nos revendications.

Ce qui nous est demandé dans la stratégie du contre-plan est d'autant plus difficile que les choix sont à un niveau très global: privilégier les revendications de solidarité, de justice, celles permettant d'aller vers une société plus démocratique. C'est au nom de ces idéaux que nous voulons la réduction des disparités, l'accroissement des investissements collectifs, la démocratisation de l'enseignement, etc... Mais tout cela coûte; privilégier ces revendications c'est choisir au détriment des objectifs de consommation, automobiles et autres biens de confort.

Actuellement, nous sommes tenus éloignés des centres de décisions, nous doutons de l'information économique que nous jugeons orientée pour nous faire accepter la situation actuelle. Cette situation est génératrice d'illusions et d'un espoir démesuré dans les possibilités de la gauche au pouvoir. Cette arrivée au pouvoir risque de déclencher une vague de revendications obligeant le gouvernement à aller au-delà du raisonnable, entraînant crise économique, retour de la droite, les travailleurs eux-mêmes ne soutenant plus une majorité qui les aura déçus. C'est aussi cela 1936: des succès revendicatifs, deux évaluations rapprochées et le Front Populaire était fini un an après une grande victoire électorale. C'est cela qu'il ne faut pas refaire. Il faut accéder au gouvernement, aller aussi vite que possible et rester au gouvernement pour pouvoir aller aussi vite que possible de manière constante.

C'est cette situation que nous voulons changer. Mais pour cela il faut bien avoir conscience de la situation où nous sommes et de ce qu'il faut faire pour que cela change.

Nous sommes dans la situation d'un mouvement syndical subordonné, agissant dans le cadre de décisions prises en dehors de lui, qui sont contraignantes pour notre action. C'est volontairement que le gouvernement a choisi des objectifs et une politique économique visant à créer une situation dans laquelle les rapports de force nous soient défavorables. Telles que les choses se passent actuellement, nous sommes toujours dans une situation défensive, nous réagissons contre, le terrain nous est imposé. Il ne nous reste qu'une apparence d'autonomie. Il nous reste la liberté de nous opposer mais nous n'avons pas le pouvoir de choisir les actions qui renforceraient justement notre pouvoir.

Tout cela parce que dans la situation politique présente, c'est le gouvernement et le patronat qui font les choix de manière à maintenir une situation qui leur soit profitable. Ils le peuvent grâce aux progrès de la prévision économique et des techniques de planification, la définition de ces choix et leurs conséquences pour nous sont exprimés dans le Vè Plan.

Pour changer cela, il faut que le mouvement syndical accepte d'analyser les contraintes qui s'exercent sur l'économie française et de proposer des solutions réalisables dans une autre situation politique et économique.

La question qui nous est posée est relativement simple: voulons-nous créer les conditions nous permettant d'agir au moment de l'établissement du cadre que constitue l'établissement d'un plan, voulons-nous non seulement exprimer des préférences, mais agir véritablement, faire expression pour que les choix soient les plus favorables à l'aboutissement de nos revendications?

Si oui, il est vraisemblable que nous devons revoir nos méthodes syndicales, sans doute nos structures aussi, mais c'est sans doute la condition du maintien d'un syndicalisme vivant.

Tenant compte des nouveaux problèmes que nous pose la société moderne (poussée démographique et allongement de la vie, progrès technique et toutes ses nuisances) mais aussi les possibilités qu'elle nous offre pour maîtriser notre avenir, la stratégie proposée vise:

- à aller véritablement vers nos objectifs privilégiés,
- à redonner au syndicalisme une autonomie réelle en lui faisant jouer un rôle actif dans la définition des objectifs à long terme de l'activité économique, en sachant que cela aura des effets sur les formes d'action et les structures syndicales héritées d'un capitalisme de petites unités.

**APPROCHE THEORIQUE DE LA STRATEGIE "CONTRE PLAN":**

Revenons tout d'abord sur ce que nous voulons à long terme. Dans nos textes, disons pour simplifier que nous critiquons la société de consommation, notamment le modèle de développement que nous propose la société américaine. Nous percevons ce type de société comme sacrifiant les investissements collectifs significatifs d'une civilisation évoluée (enseignement, urbanisme, pollution de l'air et des eaux, santé, etc...) à la réalisation du profit maximum des entreprises capitalistes ne permet la satisfaction de la consommation immédiate automobile, futilités, etc...) même au prix d'un certain gaspillage et du développement d'une large couche de laisser pour compte (chômeurs, inadaptés, industries en déclin, etc...).

Nous visons au contraire à une société plus harmonieuse, dont le développement serait plus équilibré, privilégiant tout ce qui peut aider les individus à une action plus consciente sur leur propre devenir individuel et surtout collectif.

Nous ne pouvons y parvenir que par une action combinée des différentes organisations du mouvement ouvrier.

Ensuite, plusieurs constatations sont à faire. Tout d'abord, nous devons bien nous pénétrer de cette évidence sur laquelle nous sommes tous d'accord mais dont nous n'avons pas encore tiré toutes les conséquences: le passage brusque à la société socialiste qu'exprimait la théorie de la grève générale révolutionnaire est définitivement mort. Ce n'est pas un choix que nous avons fait, c'est l'évolution même de la société, l'absence de crise économique profonde, l'élévation des niveaux de vie et l'évolution corrélative des mentalités qui rendent caduc cet espoir de se débarrasser d'un seul coup du capitalisme.

Du même coup, nous sommes obligés d'adopter une perspective de transformation progressive de la société, en essayant d'avancer sans perdre notre capacité de transformation de la société capitaliste. Que cette situation comporte un grand danger d'enlèvement ne fait aucun doute, mais nous devons nous dire que ce n'est pas un choix, nous ne pouvons pas faire autrement, même les communistes des pays occidentaux l'ont maintenant admis.

Pour éviter l'enlèvement, il y a deux conditions essentielles: fixer des objectifs clairs qui servent de points de repères tout au long du processus de transformation sociale et déterminer les secteurs névralgiques de la société pour agir sur eux, créer des déséquilibres et avancer ainsi le plus vite possible et au moindre coût vers les objectifs précédemment fixés.

La deuxième constatation, c'est le rôle croissant de l'Etat dans la vie économique. Cela est vrai non seulement en France mais tous les pays du monde, même ceux qui comme les USA et la RFA se prétendent pour la libre entreprise. Chacun sait que le Président des USA donne des indications sur l'évolution souhaitable de la masse des salaires, des prix, qu'il utilise la fiscalité et les crédits militaires pour soutenir l'activité industrielle et orienter la recherche. Maintenant, depuis le Président KENNEDY, un programme d'équipement sanitaire et social est en route, un autre pour l'enseignement. Et en RFA, soit par le canal du gouvernement fédéral, soit par celui des Landers (gouvernements provinciaux) plus de 50% de l'activité économique est sous le contrôle des pouvoirs publics. C'est dire que nous ne pouvons plus nous désintéresser de l'orientation politique et économique du gouvernement, pas plus en matière de salaire que d'emplois ou, puisque nous avons choisi de nous y désintéresser, que d'équipements collectifs.

Cette activité économique de l'Etat est d'autant plus importante que c'est au niveau du gouvernement et du Parlement que s'effectuent, ou s'entérinent, les grandes orientations économiques par le canal du plan quinquennal.

Autre constatation, la troisième, c'est que les victoires importantes du mouvement syndical français n'ont jamais été des victoires uniquement syndicales. Toutes les conquêtes ouvrières qui ont modifié soit les rapports de pouvoir dans l'entreprise (délégués du personnel, comité d'entreprise) soit les structures économiques (nationalisations, planification) soit développe la solidarité par des mécanismes de transferts sociaux (sécurité sociale, prestations familiales, fiscalité directe sur le revenu) sont toutes des victoires obtenues dans des moments de poussées politiques à gauche. Lorsque le mouvement syndical a progressé seul, il a obtenu des avantages matériels (salaires, congés,) mais il n'a pu aller au-delà.

Dernière constatation: l'entreprise n'est plus le lieu principal de la lutte du mouvement ouvrier. Pendant longtemps, elle l'a été, mais les militants ouvriers n'ont jamais négligé le domaine culturel, pensons par exemple aux Bourses du travail de la fin du siècle dernier. Aujourd'hui la lutte pour la démocratisation de l'enseignement est sans doute décisive à long terme. Mais une action sur la consommation, sur les problèmes d'équipements urbains, dans le domaine de la culture, sont aujourd'hui autant de terrains de lutte contre les effets déshumanisants de la société moderne. Organiser les utilisateurs n'est sans doute pas la tâche du mouvement syndical, mais il doit encourager toutes les initiatives visant à organiser la lutte dans ces secteurs et les organisations existantes ou à naître, devront trouver place dans la stratégie de la gauche sinon nous risquons d'oublier des problèmes importants.

Tout ceci nous conduit à une conclusion très nette: pour avancer vers nos objectifs, il est indispensable que la gauche arrive au pouvoir et qu'elle y reste pour amorcer un processus de progrès continue et ne pas retomber dans

les ornières du passé, ou après un bref passage au gouvernement elle est rejetée dans l'opposition. Pour que cette situation se réalise, le mouvement syndical doit modifier son comportement sinon aucun gouvernement de gauche ne pourra résister à la vague des espoirs qu'il aura fait naître, il sera conduit à des décisions inadaptées à la situation de l'économie française et les difficultés qui en découleront feront que les travailleurs eux-mêmes lui reprocheront son incapacité à gouverner. C'est à éviter une telle situation que nous devons travailler, car cela conditionne la réalisation de la transformation de la société.

La stratégie du contre plan peut donc se schématiser de la manière suivante:

- le mouvement syndical trie lui-même les revendications spontanées des travailleurs à travers la grille en fonction de sa vision de la société future;
- il négocie avec les autres organisations du mouvement ouvrier (partis, associations culturelles, coopératives, gestions des grands ensembles) non seulement les objectifs immédiats mais également ceux concernant le futur;
- il lie ces deux opérations et passe un accord sur l'ensemble (politique économique et sociale) avec les partis;
- les partis politiques étant ensuite au pouvoir, les syndicats doivent discipliner le mouvement gréviste pour ne pas remettre en cause les objectifs choisis.

Dans cette négociation, nous n'aurons pas qu'à donner et les partis à recevoir, Nous risquons d'oublier que nous n'abandonnons rien des revendications matérielles, au contraire nous allons plus sûrement vers leur réalisation en acceptant un échelonnement réalisable, et par contre nous recevons un accroissement important de notre pouvoir syndical par la reconnaissance de l'activité syndicale dans l'entreprise.

Sur ce dernier point, nous n'avons sans doute pas assez réfléchi à la situation curieuse dans laquelle nous sommes: depuis 1884 que la loi a reconnu l'existence légale des syndicats, notre action syndicale n'a jamais réussi à imposer cette existence au patron dans l'entreprise. Nous savons tous que nous ne l'obtiendrons pas seuls, qu'il nous faut la force d'un gouvernement de gauche pour instaurer une nouvelle situation permettant un renforcement important du pouvoir syndical. Sur ce terrain nous sommes donc demandeurs.

Mais si cela peut intéresser les syndicalistes, constamment en but aux brimades du patronat, les travailleurs n'en comprendront l'importance que plus tard. Pour que l'accord conclu puisse être respecté par le syndicalisme, il faut aussi qu'il présente un intérêt certain pour les travailleurs, les objectifs retenus doivent donc être plus attrayants que ce que peut proposer la majorité en place. C'est bien à cela que vise la stratégie et la procédure proposées ainsi que nous allons le voir dans un instant à propos de ce qu'aurait pu être un "Vè Plan de la gauche".

Deux remarques avant d'en faire la présentation.

Il n'y a pas qu'un autre plan possible, mais plusieurs car nous ne savons pas en fait ce qu'aurait donné une négociation des forces de gauche qui n'a pas eu lieu; quels choix auraient été faits entre le volume de la consommation des ménages et celui des investissements collectifs? Au sein de ces derniers, aurions-nous privilégié les logements, la santé ou l'éducation nationale? Il ne faut donc pas s'attacher au détail des choix, ce qu'il importe de comprendre c'est que quels qu'aient été ces choix, ils auraient été faits dans une même masse globale de ressources.

D'autre part, cet autre plan est irrationnel et démagogique si l'ensemble des structures économiques, des forces sociales et des comportements ne changent pas. Pour qu'il soit possible, il faudra réaliser des réformes essentielles (réforme foncière par exemple pour abaisser le coût des terrains, ce qui jouera à la fois sur le logement, les équipements sanitaires et sociaux, l'éducation nationale et autres équipements collectifs). Ces réformes introduiront des perturbations importantes dans l'économie et la société française. Cette période d'irrationalité économique qui permettra ensuite une croissance plus rapide et une utilisation différente des ressources, ces modifications de structures, tout cela va nous entraîner dans une situation "d'incertitude contrôlée" ensemble par les partis, les syndicats et les autres organisations ouvrières. C'est une nécessité absolue si nous voulons que les objectifs soient atteints et que la gauche reste au pouvoir.

Mais présentée ainsi, cette stratégie risque d'entraîner l'adhésion, sans que soit bien mesuré ce qu'elle signifie insérée dans la situation de la France et des problèmes auxquels elle est confrontée. C'est pourquoi nous allons exprimer maintenant ce qu'aurait pu être le contenu du "Vè Plan de la gauche" pour 1965/70, afin que les choses soient plus claires pour nous tous.

## **LE Vè PLAN DE LA GAUCHE:**

### ***Les problèmes de l'économie française:***

Voyons tout d'abord les problèmes qui nous sont posés et dont un gouvernement de gauche devrait tenir compte.

1- Nous sommes dans une économie ouverte. Aujourd'hui le Marché Commun, demain peut-être dans une vaste zone atlantique de libre échange dans laquelle la concurrence jouera à plein.

Ceci comporte comme conséquence d'avoir des entreprises compétitives sinon nous serons envahis par des produits étrangers et c'est l'emploi des travailleurs français qui sera compromis. La nécessité d'accroître les investissements productifs sera donc aussi forte qu'aujourd'hui, plus même puisque nous voulons progresser plus vite.

Autre conséquence: nous serons moins libres de notre politique de salaire, car la libre circulation des hommes peut entraîner chez nous ce qui se passe déjà en Angleterre: de nombreux scientifiques, des ingénieurs partiront dans d'autres pays où ils trouveront de meilleures rémunérations ou autres avantages.

De même la libre circulation des capitaux nous obligera à être attentifs aux effets de notre fiscalité, de notre politique de nationalisation. Jusqu'où -pourrons-nous aller sans aller trop loin?

On mesure mal toute la limitation de liberté d'action d'un gouvernement dans le cadre du Marché Commun. La suppression des frontières facilite considérablement la riposte du capitalisme et ni les entreprises nationalisées, ni les autres, ne pourront aller planter au-delà des frontières leurs équipements actuels, il est à craindre que les investissements des autres entreprises se fassent à l'étranger, que l'épargne n'aille s'offrir ailleurs, etc... Il y a là une situation difficile à cerner, et qui pèsera probablement lourd dans les décisions à prendre.

Il suffit de penser à ce qui est arrivé à l'Italie il y a quelques années pour savoir que ce risque n'est pas nul.

Ceci rend plus urgent pour nous une meilleure connaissance des organisations qui représentent les travailleurs des autres pays d'Europe, car s'ils étaient au Pouvoir, même si nous les trouvons très réformistes, nous aurions malgré tout une plus grande liberté d'action si les diverses politiques nationales n'étaient pas trop éloignées les unes des autres.

Ces quelques exemples pour dire que nous devons respecter au départ les règles du Marché Commun, quitte à en obtenir la modification plus tard, mais au début soyons conscients des conséquences d'un choix que la C.F.D.T. a fait lorsqu'elle était C.F.T.C.: nous avons toujours été des Européens convaincus mais l'Europe qui s'est fait ne correspond sans doute pas à nos rêves; il n'empêche que c'est celle-là que nous avons et pas une autre.

2- La période coloniale est terminée. Nous ne pouvons plus exploiter aussi librement nos anciennes colonies en achetant leurs produits et en leur vendant les nôtres aux prix que nous imposons. Aujourd'hui, nous devons commercer de manière plus honnête.

3- Nous devenons une nation industrielle. Ceci entraîne comme conséquence que nous devons échanger beaucoup plus qu'avant pour nous procurer les matières premières dont nous avons besoin et qui ne sont pas dans notre sol. Mais le commerce international se fait en monnaie forte, dollar ou livre, et pour nous en procurer sans perdre de notre substance il nous faut vendre. D'où nécessité de produire à des prix concurrentiels pour équilibrer nos échanges extérieurs.

4- Nous connaissons une poussée démographique importante. C'est un phénomène nouveau car dans les années d'avant guerre, le rythme de progression était très faible, négatif même une année. Ceci entraîne un accroissement des investissements collectifs de tous genres et pose également des problèmes d'emplois.

5- Le mouvement d'urbanisation se poursuit. Ce phénomène est mondial car partout nous assistons au déclin de l'activité agricole et du rassemblement dans les villes car il n'est pas possible de trouver ailleurs l'ensemble des équipements de loisirs, de détente, de culture correspondant aux aspirations de chacun. Dans 20 ans, il y aura 11 millions de citadins de plus et cela pose des problèmes d'urbanisme inconnus auparavant.

6- Le développement économique consécutif au progrès technique entraîne des changements dans les activités industrielles. Des industries, des activités nouvelles, naissent et se développent. D'autres disparaissent entraînant, le déclin lesdes villes ou même des régions dans lesquelles elles étaient implantées.

7- Tout cela nécessite le maintien impératif de l'expansion économique. Si l'arrivée de la gauche au pouvoir entraînait un ralentissement de l'expansion, elle serait immédiatement condamnée. Il est en effet absolument impossible d'envisager une solution aux problèmes précédents dans une économie en stagnation.

D'une part ce serait notre déclin, définitif peut-être, comme puissance. Nous voyons ce qui se passe actuellement pour l'Angleterre et certains se demandent si elle ne relèvera jamais du retard qu'elle prend suite à la politique d'austérité à laquelle elle a été conduite pour avoir voulu maintenir son rang de grande puissance au détriment de

la modernisation de son industrie. L'indépendance nationale n'est pas une fin en soit, mais de quelle aide serions-nous capables envers les pays du Tiers Monde si nous ne parvenions pas à développer notre économie nationale?

Ce serait d'autre part la stagnation du niveau de vie alors que depuis plus de 20 ans, il y a eu avec des dents de scie et des disparités, une élévation constante du niveau de vie des Français.

De plus, la concurrence entre les besoins collectifs seraient insolubles, de même que nous ne pourrions pas modifier la répartition des revenus, il n'est pas possible d'envisager d'autre hypothèse qu'une répartition différente et plus égalitaire du surplus dégagé chaque année par l'expansion économique.

8- Mais cela ne sera réalisable que par le financement de la politique choisie sans inflation. Autrement comment serions-nous compétitifs?

Tous ces problèmes sont présents, nous ne pouvons refuser de les prendre en compte et si nous voulons un mouvement syndical autonome, il doit en tenir compte dans le choix qu'il effectue parmi les revendications, dans les priorités qu'il retient. Faute de le faire, il s'en remettrait aux partis politiques de décider pour lui. C'est peut-être plus confortable, mais cela ne correspond pas à la conception que nous avons d'un syndicalisme jouant un rôle actif et assumant toutes ses responsabilités dans la société moderne et en fonction des problèmes qu'elle pose au mouvement ouvrier. Contenu du Vè Plan de la gauche.

Ayant posé les contraintes, voyons maintenant en nous référant aux deux projets de contre-plans qui ont été étudiés, l'un par le PSU, l'autre dans une brochure "*Le contre-plan*", ce que pourrait en être le contenu en cherchant à élargir le cadre le plus possible.

Soulignons tout de suite le sens de ces derniers mots. Nous sommes convaincus qu'il existe plusieurs politiques possibles tenant, toutes, compte des contraintes précédemment indiquées. C'est tellement vrai, que la première esquisse du Vè Plan prévoyant un taux de croissance de 5,5 assurant le plein emploi de la main d'oeuvre, que Giscard d'Estaing a défendu une croissance de 4,5 comme ayant ses préférences car elle demandait peu d'action de la puissance publique, et que le gouvernement a finalement choisi un taux de 5 n'assurant pas le plein emploi mais nécessitant malgré tout une intervention étatique plus marquée: d'où les procédures TOUTEE, les contrats de programme, etc...

Mais ne nous cachons pas la réalité: plus l'objectif de croissance est ambitieux, plus les contraintes sociales seront sévères et le plan impératif pour tous, y compris les salariés. Et la démocratie ne pourra survivre que si l'adhésion populaire est large et les disciplines de l'exécution librement consenties.

Essayons maintenant d'apprécier ce que cela signifie en commentant le tableau comparatif entre les options du Vè Plan et le projet de la brochure "*Contre Plan*" en précisant qu'il s'agit des options, et que le Vè Plan lui-même est légèrement différent - en moins favorable aux travailleurs - et que cela ne change rien à la comparaison dans un débat comme le nôtre.

Peut-être faut-il donner encore une indication sur les méthodes de la planification française afin de lever une objection qui ne nous semble pas complètement fondée et qui de ce fait est génératrice d'illusions; il s'agit du reproche fait de ne pas partir des besoins, ce qui n'est pas tout à fait exact. D'autant que la gauche au pouvoir se trouverait au départ devant la même difficulté.

Sommairement sans doute, mais il y a au départ de l'élaboration du Plan français - une certaine appréciation des besoins. Les planificateurs partent pour cela des données démographiques (prévision du nombre de français pour l'année terminale du Plan) par tranches d'âges de manière à apprécier:

- la population active et les inactifs en fonction de la scolarité, des retraités;
- les investissements collectifs en une grande masse indifférenciée;
- le volume de la consommation privée en fonction de son évolution compte tenu d'une certaine élévation du niveau de vie, etc...

En face de cela, on situe les possibilités de l'appareil productif et c'est là qu'interviennent véritablement les choix politiques, car les capacités de production peuvent être utilisées à plein ou non, développées, adaptées (dans une certaine limite car il y a une rigidité de l'appareil productif et on ne passe pas du jour au lendemain de chaînes de production d'automobiles à la fabrication de logements) suivant les choix de techniques économiques (plus ou moins d'intervention de l'Etat et de quel Etat), en fonction d'un certain modèle de développement (USA ou un autre). C'est là que se situe notre possibilité d'action: l'appareil de production n'est pas absolument malléable, mais il n'est pas une contrainte absolue, on peut agir sur lui si l'on est au pouvoir, c'est donc une variable d'action. C'est dans cette marge que jouent en commun les forces de gauches associées, syndicats, partis, et autres associations populaires pour aller plus vite vers les objectifs qu'elles ont préalablement déterminés ensemble en tenant compte

des contraintes existantes, en ayant apprécié leur marge de liberté d'action et décidé les interventions qu'elles réaliseraient pour parvenir à ces objectifs cohérents et non inflationnistes dans une situation économique élargie aux limites du possible.

Passons maintenant au commentaire.

Vous constatez que le type d'actions choisi a pour effet d'accroître les ressources disponibles en 1970 de 20 milliards. Quelles sont ces actions? Si vous avez lu la brochure "*Le contre plan*" vous les trouverez à la page 107 mais à défaut de cette lecture vous avez un deuxième tableau qui vous les indique.

Passons sur l'effet de la réduction de la durée du travail sur laquelle nous reviendrons plus loin. Il y a tout d'abord un accroissement des investissements productifs; nous en voyons l'effet sur la répartition des ressources dans le premier tableau, 12<sup>e</sup> ligne, colonne 3: on fournit par divers moyens (autofinancement, marché financier, prêts de l'Etat) 8 milliards supplémentaires aux entreprises encore capitalistes pour accroître la production. Mais vous constatez ensuite que l'on va agir sur la sélectivité des investissements pour que cet argent soit utilisé à bon escient dans les perspectives du Plan à l'élaboration duquel nous avons activement participé. Dans ce cadre, on peut certainement envisager un rôle de contrôle ouvrier (1) par les comités d'entreprises pour réaliser cette sélectivité.

Vous constatez ensuite, que l'on envisage plus de chômage pour freiner les salaires, mais au contraire un plein emploi des disponibilités de main d'oeuvre et l'accélération de la production va même demander l'apport de 350.000 femmes en supplément de celles qui travaillent déjà. Ceci permet de voir que certaines aspirations à travailler de nombreuses mères de famille qui ont maintenant élevé leurs enfants peut-être satisfaites sans concurrence avec la main d'oeuvre masculine dans le cadre d'une telle politique. Que, par ailleurs pour que cela ne soit pas une exploitation supplémentaire, il faille développer certains équipements collectifs dans les nouvelles cités, c'est certainement indispensable, de même que l'égalité des salaires doit être réalisée, mais nous ne pouvons tout attendre du gouvernement et ceci montre le domaine de l'action spécifique du syndicat.

Nous voyons ensuite qu'il est question de changements de métiers facilités. Les choses sont bien dites pour parler des transferts de main d'oeuvre qui seront sans doute inévitables dans un premier temps, car on n'inverse pas en quelques années un mouvement de déclin de certaines régions en même temps que l'on est obligé de soutenir une dure concurrence étrangère et que l'on ne peut nationaliser à tour de bras dans une économie ouverte.

Enfin, on attend un gain supplémentaire de productivité d'une organisation plus rationnelle des installations existantes.

Tout cela nous donne nos 20 milliards supplémentaires et 0,9% de taux de croissance de plus dans le Vè Plan.

Ces 20 Mds sont ensuite utilisés pour moitié à accroître la consommation des ménages, car il faut être réalistes: nous ne sommes pas une nation de héros et de saints; si un effort, une discipline plus grande est demandée, il faut bien qu'il y ait une contrepartie immédiate. On peut, par contre, gagner 3 milliards en bloquant les dépenses militaires à leur niveau actuel, les auteurs du contre plan (brochure) n'ayant pas voulu choisir une politique étrangère en allant au-delà. Dans le projet du PSU par contre les dépenses de la force de frappe étaient complètement supprimées ce qui permettait de gagner 2,7 milliards de plus. Donc 20 milliards - 10 + 3, il reste 13 milliards à répartir. Huit vont aux investissements productifs, 3 au logement et 2 pour les investissements des administrations pour un accroissement des équipements collectifs.

Vous devez trouver que ce n'est pas beaucoup! 10 milliards de plus à la consommation des ménages en 1970, cela ne fait guère qu'une croissance plus rapide de 0,7% de la dite consommation, ce qui en salaires ne doit donner beaucoup plus que 3,6 ou 3,7 au lieu des 3,3 du Vè Plan. Ce n'est pas avec cela que les camarades du secteur public seront d'accord avec les procédures TOUTEE.

Mais le Vè Plan de la gauche ne serait pas que cela. Ce serait aussi une réduction plus rapide de la durée du travail: 43 H au lieu des 44 H 30 prévues à la fin du Vè Plan; et si cette réduction n'est pas plus importante, c'est que dans le cadre d'un Plan il faut choisir. Le tableau 3 vous donne les termes du choix: passer à 41 H, avec la même augmentation des salaires signifie choisir de ne pas construire 450.000 logements.

Donc le Vè Plan de la gauche, ce serait la semaine de 43H en 1970 mais ce serait aussi le plein emploi. Croyez-vous que ce ne soit rien que de vivre dans un pays dans lequel on sait que le gouvernement ne cherchera jamais à instaurer du chômage pour peser sur les salaires? C'est aussi en matière d'équipements collectifs 50.000 logements de plus, un peu plus d'écoles, d'équipements sanitaires, culturels, etc... C'est aussi une organisation de transferts de main d'oeuvre, aussi réduits que possible, de manière à ce que logements, écoles, etc... tout soit prévu pour que

(1) Dans une perspective d'autogestion.

les travailleurs n'en souffrent pas. C'est aussi un relèvement substantiel du S.M.I.G, et des retraites (le projet PSU les fixe respectivement à 500 Fr et à 250 fr par mois en 1970) dans le cadre d'une politique contractuelle des revenus. Car il faut bien en venir là.

Cette politique économique est conçue pour permettre une politique sociale plus ambitieuse, mais elle n'est pas sans accroître la responsabilité syndicale.

Les 10 milliards de plus pour la consommation des ménages comprend aussi bien les salaires que les revenus de transferts (Sécurité Sociale et prestations familiales). Nous aurons donc à décider contractuellement de ce que nous voulons donner aux uns et aux autres. Choisir la retraite immédiate à 60 ans, c'est sans doute décider de ne pas avoir d'augmentation de salaires pour les actifs pendant un an ou deux. Resserrer l'éventail des revenus, notamment au niveau des salaires pour ce qui nous concerne directement, c'est probablement donner 5% par an au tiers le plus défavorisé et 3% au tiers le plus avantage. Et comme nous revendiquons la responsabilité des syndicats en matière de salaires et prestations sociales, c'est à nous qu'il reviendra de négocier des conventions collectives tenant compte des choix que nous aurons fait en matière de prestations sociales, de hiérarchie des salaires, etc... C'est en ce sens que je vous indiquais précédemment que les salaires ne progresseraient guère que de 3,6 ou 3,7% suivant la part que nous ferons aux prestations sociales dans les 4,2% annuels.

Une telle responsabilité syndicale suppose des organisations fortes. Un gouvernement de gauche devra donc agir pour renforcer le syndicalisme dans l'entreprise; la reconnaissance de l'activité syndicale dans l'entreprise est une condition indispensable à la réussite de la politique économique engagée. Mais c'est aussi pour le syndicalisme une garantie que cette politique sera suivie. Car dans la mesure où il sera plus fort, il sera mieux à même tout aussi bien d'exercer une pression sur les travailleurs pour leur montrer qu'il est de leur intérêt à ne pas créer de difficultés à un gouvernement qui fait la politique qu'il a promis de faire, que de les inciter au contraire à l'action si le gouvernement ne respecte pas les engagements pris.

### **CONCLUSIONS:**

Dans la perspective d'une telle stratégie, les concessions ne sont pas à sens unique, il n'y a pas que les partis qui y gagneraient soi-disant la tranquillité et les syndicats qui y perdraient leur indépendance. Ce sont au contraire les travailleurs qui y gagnent. Au lieu d'un catalogue de revendications à la réalisation incertaine, ils ont l'engagement de leurs organisations sur la réalisation échelonnée de ces revendications dans un programme cohérent.

Cela nécessiterait du mouvement syndical un changement de son comportement traditionnel: au lieu de se considérer comme un porte parole des travailleurs se limitant à indiquer leurs exigences sans jamais des priorités, des étapes et faire accepter ces choix par les travailleurs.

Au lieu de laisser aller les revendications de manière anarchique, il devra faire admettre que certaines d'entre elles - salaires, prestations sociales, durée du travail - sont désormais en voie de satisfaction dans le cadre d'un accord national et il devra de ce fait se donner les structures et les moyens de négocier valablement puis de faire respecter cet accord national.

Mais cela signifie aussi qu'il laisse à la responsabilité des sections d'entreprises renforcées la liberté de mettre au point les modalités d'application locale, ainsi que les possibilités d'agir sur les conditions de travail, la négociation des cadences, etc... En ne faisant plus de la revendication de salaire la revendication essentielle au niveau de l'entreprise, nous nous donnons la possibilité d'agir effectivement pour la réduction des disparités, d'orienter une partie plus importante des ressources nationales vers les équipements collectifs, mais nous donnons une fonction essentielle à la section d'entreprise dans l'amélioration des conditions de travail des personnels sur le lieu de travail.

Tout cela ne se passe pas dans un monde idéal, dans une société totalement transformée. Cela se fait avec un syndicalisme relativement faible, une gauche qui ne sera sans doute pas très révolutionnaire, dans des conditions économiques difficiles et une marge étroite, avec des entreprises qui seront encore capitalistes. C'est pour cela que nous ne pouvons pas nous permettre de faire miroiter des lendemains qui chantent, alors que nous savons qu'ils chanteront toujours faux par rapport aux illusions que nous faisons naître en continuant comme aujourd'hui. Et parce que nous sommes des démocrates, que nous respectons les travailleurs, nous nous refuserons à dire le contraire de ce que nous disions la veille au lendemain de la victoire de la gauche. C'est pour cela qu'il vaut mieux être honnête avant, qu'il faut annoncer la couleur avant. C'est probablement même la condition de l'arrivée au pouvoir de la gauche. Le P.C. lui-même annonce qu'au gouvernement il fera une politique ne comportant pas d'inflation.

La stratégie que nous proposons vise donc, explicitement, à instaurer les conditions politiques qui permettront d'aller vers la réalisation de nos revendications et vers une authentique planification démocratique. Nous estimons

qu'il faut pour que la gauche arrive au pouvoir et qu'elle y reste que le syndicalisme modifie ses méthodes d'action, ses structures et son comportement.

La stratégie que nous proposons n'est pas sans risques, elle n'est sans doute pas applicable dans la situation actuelle où nous sommes dans l'opposition et contraints de nous battre sur le terrain choisi par l'adversaire. Nous essayons de l'empêcher d'exploiter les travailleurs autant qu'il le voudrait, d'arracher des concessions. Cela n'est sûrement pas négatif.

Mais il faut préparer et nous préparer à une situation différente. Cette situation plus favorable à l'aboutissement de nos revendications il faut la vouloir. En annonçant ce que nous ferons alors que la gauche est encore dans l'opposition, nous sommes convaincus de travailler à changer la situation en notre faveur.

Dans la société actuelle, nous pensons que c'est la seule voie qui permette à la classe ouvrière de poursuivre son émancipation en utilisant toutes les possibilités de progrès rapide que lui offre la société moderne, une société dans laquelle les progrès des techniques de prévision et des calculatrices nous permette d'éclairer les conséquences à long terme de nos choix, de mieux maîtriser notre avenir, d'être plus conscients de ce que nous faisons. Nous ne comprendrions pas que des syndicalistes qui disent lutter pour la liberté et la responsabilité des travailleurs ne les appellent pas à utiliser tout cela, fidèles par là même à l'appel de PELLOUTIER *"pour une société d'hommes fiers et libres"*.

Le 10 Avril 1967

**TABLEAU 1**

**EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS LE BIENS ET SERVICES**

	(en milliards de francs 1960)			Taux de croissance annuel (en pourcentage)			Indices 1970/1965		
	1965	Options gouverne- mentales	1970 Contre plan	Différences	Options gouverne- mentales	Contre plan	Différences	Options gouverne- mentales	Contre plan
Production	340	433	453	+20	5	5,9	0,9	127,5	133
Importations	54	86	87	+1	9,6	10,0	0,4	158,5	161
- Exportations	-55	-86	-87	-1	9,4	9,8		157	160
Total des ressources	339	433	453	+20	5	5,9		127,5	133
Consommation:									
- Ménages	241	301	311	+10	4,5	5,2	0,7	124,5	128,8
- Administrations	15	21	18	-3	6,6	4	-2,6	138	121,4
dont:									
- civile	7	10	10		6,5	6,9	0,4	137,5	139,8
- militaire	8	11	8	-3	6,7	0	-6,7	138,5	100
Institutions financières	2	2	2		6,3	6,3	0	135,5	135,5
Investissements bruts									
Productifs	47	62	70	+8	5,7	8,5	2,8	132	150,1
Logements	18	24	27	+3	6	8,1	2,1	134,5	147,4
Administrations	10	16	18	+2	9,1	11,2	2,1	154,5	170
Variations de stocks	6	7	7	0					
Total des emplois	339	433	453	20	5	5,9	0,9 i	127,5	133

**TABLEAU II**

**RESULTAT**

Taux de croissance retenu, par le V° Plan: 5 % par an

Effet de la réduction moyenne d'horaire envisagée: (voir tableau précédent) - 0,5

Effet des mesures complémentaires:

- Investissements accrus: + 0,2 %
- Sélection des investissements: + 0,1 %
- Plein emploi des disponibilités de main d'oeuvre: + 0,5 %
- Emploi de 350.000 femmes supplémentaires: + 0,2 %
- Changements de métier facilités: + 0,1 %
- Gain supplémentaire de productivité: + 0,3 %

Total: + 1,4 %

Taux de croissance retenu pour le contre-plan 5,9 % par an

### **TABLEAU III**

#### **DUREE DU TRAVAIL ET TAUX DE CROISSANCE**

Horaire moyen de 1965: 46 heures per semaine.

Horaire moyen de 1970: par hypothèse, 40 heures.

Perte de rendement par homme: 60 % (rendement des heures après la quarantième) de 6heures, soit environ 3h36 minutes de plein travail.

Perte de production: 3h36 minutes / 46h = 7,8%

Etalée sur cinq ans, cette perte de production de 8% environ représenterait, en moyenne, chaque année = 8% / 5 soit environ 1,5 % de réduction du taux de croissance annuel.

Si, en outre, la réduction d'horaire était trop brutale et trop impérative, elle pourrait provoquer une certaine hausse des prix et une certaine désorganisation de l'économie: les hommes qui ont les horaires les plus longs exercent généralement des métiers où la main d'oeuvre est plus rare. Une baisse totale de leur horaire, de 50 à 40 heures, risquerait d'entraîner pour leurs compagnons de travail, des réductions plus importantes encore. Il convient donc d'agir avec souplesse et de façon progressive.

Par un calcul comparable à ceux des chapitres 3 et 4, on peut dès lors établir le tableau suivant qui, pour chaque bypothèse, relative à la durée hebdomadaire moyenne du travail fait apparaître un taux de croissance dont la réalisation ne serait pas, socialement, plus difficile que celle du Vè Plan gouvernemental.

Durée du travail en 1970:	44h 30	43h	41h30	40h
Taux de croissance de 1965 à 1970:	5 %	4,5%	4%	3,5%
Perte de production en 1970 (*) par rapport à la production correspondant à 44h30:	0	10	20	30

(\*) En milliards de francs 1960.

Ce calcul très approximatif a seulement l'avantage de fixer des ordres de grandeur: pour éclairer ceux-ci, on peut noter que la construction des 470.000 logements inscrits au Vè Plan représente, pour 1970, environ 25 milliards, c'est-à-dire autant que la perte de production qu'entraînerait le passage à la semaine de 41 heures environ.